

Madame Cristina STRANGO

Sciences Economiques

Soutiendra publiquement ses travaux de thèse intitulés

Digitalisation des services publics et corruption

dirigés par Madame Camelia TURCU et Monsieur Mihai MUTASCU

Ecole doctorale : Sciences de la Société : Territoires, Economie, Droit - SSTED

Unité de recherche : LÉO - Laboratoire d'Economie d'Orléans

Cotutelle avec l'université "UNIVERSITE DE L'OUEST DE TIMISOARA" (Roumanie)

Soutenance prévue le **jeudi 13 novembre 2025** à 9h30

Lieu : Faculté de Droit d'Economie et de Gestion Rue de Blois - BP 26739 45067 ORLEANS Cedex 2

Salle : des thèses

Composition du jury proposé

Mme Camélia TURCU	University of Orléans	Directrice de thèse
M. Mihai MUTASCU	West University of Timisoara	Co-directeur de thèse
M. Jarko FIDRMUC	Zeppelin University	Rapporteur
Mme Valérie MIGNON	University of Paris Nanterre	Rapporteuse
M. Claudiu Tiberiu ALBULESCU	Politehnica University of Timisoara	Examineur
M. Claudiu BOTOC	West University of Timisoara	Examineur
M. Jesus LOPEZ-RODRIGUEZ	A Coruña University	Examineur
M. Marcel VOIA	University of Orléans	Examineur

Mots-clés : Digitalisation, Corruption, Gouvernance, Réseaux sociaux, Durabilité Environnementale, Énergies Renouvelables,

Résumé :

Cette thèse contribue à la littérature sur la transformation digitale des institutions publiques, en adoptant une perspective multidimensionnelle qui intègre la corruption, la gouvernance, la durabilité environnementale et les dynamiques politiques au sein des pays de l'UE et du G7. Le chapitre 1 examine comment les différentes dimensions de la digitalisation des services publics influencent la corruption dans les États membres de l'UE. En utilisant une approche de type Bayesian Model Averaging (BMA), l'analyse identifie les leviers numériques les plus robustes pour lutter contre la corruption. Le chapitre 2 s'intéresse à la sphère politique, en analysant les effets asymétriques de l'utilisation des réseaux sociaux par les partis populistes de gauche et de droite sur le soutien électoral, au sein des pays de l'UE. À l'aide de données de panel et d'une approche Probit ordonné, les résultats mettent en évidence des schémas de communication numérique distincts selon les idéologies. Dans le chapitre 3, un modèle théorique est développé pour montrer comment l'accès à l'information environnementale numérique façonne les préférences écologiques, selon les contextes socio-économiques et écologiques. Le chapitre 4 fait le lien entre enjeux environnementaux et de gouvernance en analysant la relation entre l'approvisionnement en énergie renouvelable et la corruption dans les 27 pays de l'UE, en soulignant le rôle des contextes institutionnels et économiques. Le chapitre 5 poursuit cette analyse en examinant dans quelle mesure la digitalisation dans les pays du G7 contribue à atténuer, ou au contraire à accentuer, la corruption dans le secteur des énergies renouvelables. Ensemble, ces chapitres illustrent les manières complexes et souvent contradictoires par lesquelles

la transformation digitale remodèle la gouvernance moderne et la durabilité.